

2 Politique

Tournée nationale du secrétariat exécutif du PDG/Etapes de Mabanda et Ndindi
La consolidation des acquis

J.K. M
 Ndindi/Gabon

AU cours des deux premières étapes de son périple dans la province de la Nyanga, le secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Faustin Boukoubi, est allé, les mercredi et jeudi derniers, à la rencontre des militants de Mabanda et Ndindi. Il les a exhortés à consolider les acquis de leur formation politique dans leurs localités respectives. Des acquis résultant des victoires engrangées par le PDG lors des dernières élections.

A la Place des fêtes du chef-lieu du département de la Doutsila, cette invite a eu une résonance toute particulière. D'autant que, depuis de nombreuses années, la contrée avait toujours été acquise à l'opposition, notamment à l'Union du peuple gabonais (UPG). Mais, avec l'étiollement progressif de ce parti de la scène politique nationale et locale, le PDG est redevenu, à la faveur des dernières élections législatives, locales et sénatoriales, la principale force politique du département de la Doutsila en s'adjugeant notamment les sièges de député et de sénateur. Des victoires acquises au prix "d'un travail minutieux de persuasion sur le terrain", a précisé le membre du bureau politique, Emmanuel Idoundou, à la suite du secrétaire départemental, Serge Alain Ibinda.

Celui-ci a souligné que leur



La délégation de l'exécutif du PDG sur le pont sur la Banio en partance pour Ndindi.



Arrivée de Boukoubi et sa délégation à Mabanda.

tâche ne fut pas de tout repos. Vu que, a-t-il déploré, "certains de nos camarades avaient travaillé en intelligence avec l'opposition". Une situation aux antipodes de celle vécue dans le département de la Haute-Banio où, d'après le

secrétaire départemental, Auguste Safou Mboumba, et le membre du bureau politique, Edgard Anicet Mboumbou Miyakou, le PDG est l'unique et principale force politique de leur localité et entend bien le demeurer. En votant,

comme en 2009, massivement pour Ali Bongo Ondimba à la prochaine élection présidentielle. D'autant que la plupart des Mabandais et Ndindois n'ont plus le sentiment que la "Nyanga continue à payer son non au référendum de

1958. Ils en veulent pour preuve, les avancées notoires qu'a connues, sur plusieurs plans, leur province depuis l'accession à la magistrature suprême d'Ali Bongo Ondimba. Notamment en matière d'infrastructures routières avec la

construction du pont sur la Banio et les travaux de bitumage de l'axe Ndendé-Nyali-Tchibanga-Mayumba. Une voie appelée à devenir, à terme, l'une des principales routes commerciales de notre pays et partant de la sous-région, avec l'érection du port en eaux profondes de Mayumba".

Fort de tout cela, Faustin Boukoubi a appelé les militants "à ne pas faire confiance aux vendeurs d'illusion." D'autant que, selon lui, contrairement aux bruits alarmistes véhiculés ici et là, la situation économique de notre pays est enviable avec un taux de croissance avoisinant 5%. Mais, a-t-il précisé, avec la chute des cours du baril du pétrole, principale source de recettes de l'Etat, les pouvoirs publics ont été obligés de procéder à certains réajustements. D'où, a-t-il relevé, le ralentissement de plusieurs chantiers lancés il y a quelque temps. "Ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils ne devraient pas reprendre", a-t-il précisé avant d'exhorter les uns et les autres à aller se faire inscrire sur les listes électorales.

"Si vous demandez à Ali Bongo Ondimba d'être candidat en 2016, et êtes conscients qu'il peut encore faire de belles choses pour notre pays, alors inscrivez-vous sur les listes électorales afin de lui donner vos voix", a-t-il clamé à la face des militants ravis de cette première visite d'un secrétaire général de leur parti dans leurs localités. Le périple de Faustin Boukoubi dans la Nyanga se poursuit.

Parlement

Jean-Pierre Oyiba face aux sénateurs

M.A.M
 Libreville/Gabon

Le ministre d'Etat en charge des Infrastructures, des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire était récemment au Sénat pour défendre l'ordonnance portant suppression du Fonds d'entretien routier 2.

LES sénateurs ont auditionné le ministre des Infrastructures, Jean-Pierre Oyiba, mercredi dernier. Ce membre du gouvernement a présenté aux parlementaires l'exposé des motifs de l'ordonnance n°00009/PR/2015 du 16 juillet portant suppression du Fonds d'entretien routier de deuxième génération (FER 2). Une suppression qui devra donner naissance à



Le ministre Oyiba face aux sénateurs pour défendre...



...l'ordonnance portant création de l'ANGTI.

l'Agence nationale des grands travaux d'infrastructures (ANGTI). Dans son argumentaire, le ministre Oyiba a précisé aux sénateurs les mobiles de cette décision. En effet, a-t-il indiqué, "la création de cette nouvelle entité, qui procède de la fusion entre l'Agence nationale des

grands travaux (ANGT) et le Fonds d'entretien routier de deuxième génération (FER 2) s'inscrit dans le cadre des recommandations du séminaire gouvernemental qui s'est tenu le 23 janvier 2015 à la pointe Denis". Aussi, l'orateur a-t-il souligné l'objectif visé par cette réforme: réduire le nombre

d'intervenants dans la réalisation des travaux d'infrastructures et, mettre à la disposition des opérateurs un interlocuteur unique au niveau de l'exécution. Ainsi, la nouvelle structure aura pour mission d'assister le gouvernement dans la mise en œuvre des politiques en matière de

grands travaux d'infrastructures. Par ailleurs, il est à noter que le nouveau texte, en son article 7, énonce que les prérogatives dévolues autrefois aux entités liées à l'exécution des missions désormais concédées à l'ANGTI, sont transférés à cette dernière.

De ce fait, le ministre des Infrastructures a estimé que l'abrogation de la loi n°004/2006 du 12 septembre 2006 portant création du FER 2 apparaît nécessaire. Ceci afin d'être en conformité avec les nouvelles dispositions. Le texte est désormais à l'examen des sénateurs.